



## **Les États membres de la CEDEAO s'engagent à étendre et améliorer la qualité et la durabilité des programmes de repas scolaires en Afrique de l'Ouest**

*La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM), avec le soutien de la Coalition de l'alimentation scolaire et des institutions financières internationales (IFI), ont conclu une conférence technique régionale de trois jours sur l'alimentation scolaire à base de produits locaux en Afrique de l'Ouest.*

Sous le thème 'Légiférer le changement, financer l'avenir', la conférence a réuni des partenaires financiers, des responsables gouvernementaux, des décideurs politiques, des représentants des donateurs, de la société civile et des chercheurs des secteurs de l'éducation, de l'agriculture, de la finance, du genre et de la protection sociale, de plus de vingt pays d'Afrique de l'Ouest et centrale. L'objectif de cette rencontre est de discuter de la voie à suivre pour passer de la politique aux lois et aux allocations budgétaires nationales autour de repas scolaires à base de produits locaux.

Afin de soutenir des systèmes alimentaires locaux nutritifs et le développement des populations qu'ils servent, les 20 pays d'Afrique de l'Ouest ont souligné la valeur des repas scolaires produits localement. Par ailleurs, sept des quinze États membres de la CEDEAO – le Bénin, le Burkina Faso, la Gambie, le Libéria, le Mali, le Sénégal et le Togo – se sont engagés à étendre, à améliorer la qualité et la durabilité de leur programmes nationaux de repas scolaires à base de produits locaux.

Plus précisément, le Sénégal entend augmenter de 65 pour cent la couverture des programmes d'alimentation scolaire dans les écoles primaires publiques et établir une loi sur les repas scolaires à base de produits locaux d'ici 2024, tout en élaborant un plan pour sa mise en œuvre. Le Bénin s'est engagé à adopter et à diffuser la loi sur l'alimentation scolaire d'ici 2025, à augmenter le financement du programme pour atteindre une couverture de 100 pour cent d'ici 2026 et à partager les meilleures pratiques avec d'autres pays. La Gambie a l'intention d'étendre ses programmes d'alimentation scolaire locaux pour couvrir toutes les écoles publiques du pays d'ici 2030 et de créer un espace budgétaire pour maintenir une ligne budgétaire supplémentaire pour l'alimentation scolaire. Le Libéria a annoncé qu'il établirait une ligne budgétaire pour l'alimentation scolaire et augmenterait le financement annuel de 5 millions au cours des deux prochaines années, afin d'étendre la portée des programmes de repas scolaires de 45 pour cent d'ici 2025.

« Le thème de cette conférence montre la nécessité de bien articuler la vision politique d'un système d'alimentation scolaire basé sur la production locale avec un cadre réglementaire plus strict et la mise en œuvre d'un système de financement plus important, plus pérenne et durable



Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation (ARAA)

», a expliqué la professeure Fatou SOW SARR, Commissaire au Développement Humain et aux Affaires Sociales de la CEDEAO.

« En plus des 4,5 millions d'euros déjà mobilisés pour financer le projet d'appui aux modèles innovants d'alimentation scolaire dans les États membres, la Commission de la CEDEAO s'engage à apporter un soutien accru aux États membres dans leurs efforts de mise en place et d'exploitation de programmes d'alimentation scolaire durables », a ajouté Mme Massandjé TOURE-LITSE, Commissaire de la CEDEAO chargée des Affaires économiques et de l'Agriculture.

En Afrique de l'Ouest et centrale, 83 pour cent des pays ont désormais mis en place une politique d'alimentation scolaire, contre 67 pour cent en 2020. Les gouvernements de la région investissent 543 millions de dollars dans les repas scolaires, dont 84 pour cent proviennent de fonds nationaux. Malgré ces progrès, des défis subsistent en matière de développement du capital humain, avec 8 enfants de moins de 10 ans sur 10 qui rencontrent des difficultés à lire un texte simple, selon la Banque mondiale.

Selon le rapport intitulé '[Repas scolaires locaux en Afrique de l'Ouest : analyse du paysage](#)' publié pour la conférence, dans les 20 pays de la région, 22,4 millions d'enfants ont reçu des repas scolaires – le plus élevé en Afrique, où un total de 65,9 millions d'enfants reçoivent des repas scolaires. Néanmoins, plus de 32 millions d'enfants ne sont toujours pas scolarisés, soit la plus grande proportion de toutes les régions du monde.

« Les repas scolaires préparés à base de produits locaux offrent une voie prometteuse vers des systèmes de protection sociale essentiels, en aidant les communautés vulnérables à satisfaire leurs besoins de base, tout en favorisant le développement durable et la réduction de la pauvreté », a déclaré Evelyn Etti, directrice régionale adjointe du PAM.

« Le PAM s'engage à travailler, avec les gouvernements nationaux et ses partenaires, pour soutenir les programmes nationaux en fournissant une assistance et des services techniques, en partageant notre expérience et en encourageant l'apprentissage direct entre pairs entre praticiens ».

Les institutions financières internationales (IFI) jouent un rôle important dans l'expansion des initiatives des repas scolaires à base de produits locaux dans la région de la CEDEAO à travers un soutien financier stratégique, une expertise technique et un plaidoyer. Ces institutions promeuvent le développement du capital humain, la résilience, la sécurité alimentaire et l'investissement social.



Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation (ARAA)

La Banque Mondiale et le FMI soutiennent des programmes visant à améliorer la gestion des finances publiques afin d'accroître l'efficacité des dépenses publiques, ce qui peut également bénéficier aux initiatives d'alimentation scolaire à base de produits locaux. Le rôle et l'importance des IFI ont été discutés et soulignés dans une nouvelle publication '[Assurer un financement durable des repas scolaires en Afrique de l'Ouest : un effort collaboratif des institutions financières internationales et des programmes de financement innovants et durables](#)'.

« L'analyse coût-bénéfice souligne que les programmes d'alimentation scolaire ne sont pas seulement moralement justes mais aussi économiquement viables, générant 9 dollars de retours économiques pour chaque dollar investi en favorisant la croissance d'enfants en meilleure santé et mieux éduqués qui deviendront des adultes productifs. Je n'ai que rarement observé, au cours de mes 20 ans de service dans le développement, un investissement aussi rentable que celui de l'alimentation scolaire », a déclaré le Dr Nabil Ghaleb, directeur du pôle régional de la Banque Islamique de Développement à Dakar.

-----**FIN**-----

Pour de plus amples informations, veuillez contacter  
Francis Dabiré, ECOWAS/Lomé,

Mob. +228 92 60 76 74

Email : [fdabire@araa.org](mailto:fdabire@araa.org)

Twitter: ARAA\_CEDEAO - Facebook: araaraaf

Website: [www.araa.org](http://www.araa.org)

Djaounsede Madjiangar, WFP/ Dakar,

Mob. +221 77 639 42 71

Email: [Djaounsede.Madjiangar@wfp.org](mailto:Djaounsede.Madjiangar@wfp.org)